

# hausse de la TVA : c'est du racket social !

**3ème plan d'austérité en 6 mois ! Sarkozy l'a annoncé le 29 janvier, le pouvoir veut augmenter le taux normal de TVA de 1,6 point et exonérer le patronat de cotisations familiales. Entre autres mesures d'austérité, celle là est clairement un gros chèque au patronat.**

## Tout Va Augmenter !

La hausse de la TVA, c'est la hausse des prix, et le reste n'est que mensonge. Pour que les prix ne bougent pas, alors que les taxes augmentent, il faudrait que les patrons réduisent leurs marges, en bref, qu'ils fassent moins de profits... Alors que rien ne les oblige à le faire, ils ne risquent pas de se serrer la ceinture par pure gentillesse.

Le ministère des Finances évalue lui-même que cette hausse coûtera en moyenne 260 € par an et par ménage. Le passage de la TVA à 21,2% intervient dans des secteurs de dépenses contraintes (énergie, transport, Télécom, habillement etc) c'est à dire qu'il concerne les produits de première nécessité, qui constituent l'essentiel du budget des ménages modestes, contrairement à ce qu'affirme V. Pécresse.

## Dès demain, le chantage à l'emploi !

Les patrons, soutenus par l'État, se plaignent des «charges sociales», qui les écraseraient et du coût du travail qui serait exorbitant. C'est une vaste plaisanterie de mauvais goût : **notre travail n'est ni un coût, ni un poids, notre travail, c'est ce qui produit toutes les richesses de cette société.** Ce que les patrons veulent dire en clair, c'est qu'ils nous

paient trop à leur goût, qu'ils ne font donc pas assez de profit et veulent baisser notre salaire indirect (la différence entre salaire brut et net, qui sert à financer les allocations familiales, la sécu, le chômage... bref, les cotisations sociales qu'ils appellent des «charges»).

Sarkozy espère en plus « en finir avec les 35 heures ». **En clair, le patronat pourra organiser des consultations entreprise par entreprise afin d'augmenter le temps de travail si des syndicats peu combatifs apportent leur signature. C'est la généralisation du chantage à l'emploi, comme celui qu'ont subi les salarié-e-s de Continental de Clairoux en 2007, qui avaient accepté le retour aux 40h sans augmentation de salaire en échange du maintien de l'emploi pendant 5 ans. L'usine a fermé en 2009.**

## Organisons-nous !

Pour tou-tes les autres candidat-es, il est de bon ton de critiquer le nouveau plan Sarkozy. Mais ne nous laissons pas prendre. **Si le PS se propose d'abroger la TVA sociale, c'est bien une des seules mesures du gouvernement Sarkozy sur laquelle il souhaite revenir.** Pas question pour Hollande de revenir sur la réforme des retraites par exemple, il s'agit seulement pour lui

de « donner un sens à la rigueur ». **Marine Le Pen chantait encore les louanges de la libre-entreprise le 1er mai dernier mais espère refaire son image à l'approche des élections. Ne nous laissons pas tromper !** Le 27 janvier dernier, elle allait encore parader dans un bal néo-nazi en Autriche. Tou-tes ces candidat-es cherchent à flatter à la fois les entreprises et les salarié-e-s avec des solutions de pseudo-économistes, mais dans le fond, tou-tes en veulent au « coût » de nos droits et de nos salaires, quel que soit le résultat des élections à venir.

**Dans tous les cas de figure, il faut se préparer à une cure d'austérité à la suite des élections.** L'Europe s'enfonce dans la crise et les capitalistes et les gouvernements à leur botte n'ont qu'une obsession : profiter du choc pour baisser nos salaires et détruire nos droits et les services publics. Ce qui se passe aujourd'hui en Grèce peut très bien se propager à la France dans les années, voire les mois qui viennent.

**C'est maintenant qu'il faut s'organiser pour préparer la riposte et faire émerger un autre projet de société. La seule solution pour sortir de la crise, c'est de sortir du capitalisme.**



**Le mensuel  
en vente auprès  
des militant-es**

Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL

Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. .... E-MAIL .....

ADRESSE.....

**Alternative libertaire**

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

**www.alternativelibertaire.org**

*1er février 2012*